



CCFD-Terre Solidaire

4, rue Jean Lantier - 75001 PARIS
Tél. : 01.44.82.80.00 - Fax : 01.44.82.81.43

D.R.H.

Fiche de poste n° 483

2010

Le 30 juin

CHARGE(E) DE MISSION PLAIDOYER FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Un poste de chargé(e) de mission plaidoyer Financement du développement est à pourvoir au sein de la Direction du Plaidoyer du CCFD-Terre solidaire en contrat à durée indéterminée.

MISSIONS ET ACTIVITES :

Sous la responsabilité de la Directrice du Plaidoyer, il/elle est chargé(e) de contribuer aux objectifs de plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire en matière de Financement du Développement, en proposant une stratégie pour influencer sur les décisions des responsables politiques et économiques, et en menant à bien sa mise en œuvre.

Les sujets portés à ce jour sont les suivants : dette extérieure des pays du Sud, aide publique au développement et financements innovants, système financier international (IFI, cadres stratégiques de réduction de la pauvreté, taxation des flux financiers, etc.), paradis fiscaux et lutte contre l'évasion fiscale et l'argent sale ... Ce travail s'appuiera sur des contributions d'experts et consultants extérieurs.

Ce contenu est appelé à évoluer en fonction des orientations stratégiques du CCFD-Terre Solidaire.

A cette fin, il/elle est chargé(e) de :

- coordonner et animer le travail d'études, d'expertise et de recommandations du CCFD-Terre solidaire, y compris en lien avec des partenaires du Sud, et travailler à la publication de rapports de plaidoyer sur les axes liés au financement du développement,
- Proposer et mettre en œuvre la stratégie de plaidoyer du CCFD-Terre solidaire sur le financement du développement (négociations et lobbying, représentation,

contribution à la mobilisation et aux campagnes citoyennes, communication et média),

- En particulier, poursuivre, actualiser et proposer les nouvelles stratégies de lobbying du CCFD-Terre solidaire sur le financement du développement, au sein de collectifs français, européens et internationaux mobilisés sur ces sujets (Tax Justice Network, CIDSE, réseau EURODAD, Coordination SUD, CRID etc.), et en lien avec les réseaux régionaux et internationaux dans les pays du Sud. Dans ce cadre, mener à bien un travail suivi auprès des pouvoirs publics français, européens, OCDE, Nations Unies, G8/G20. Le travail inclue également un travail auprès des partis politiques, des think tanks, et des parlementaires,
- Représenter le CCFD-Terre solidaire dans les lieux de concertation et de coopération avec d'autres ONG et avec les pouvoirs publics. A ce titre il/elle assume soit des fonctions de coordinateur/rice, soit d'expert-personne ressource (MAEE, OCDE...),
- Capitaliser et évaluer les actions de plaidoyer.

Autres missions :

- Intervenir dans des conférences publiques sur les sujets liés à son expertise,
- Intervenir sur les questions de financement du développement en particulier pour la formation du Réseau et des partenaires du Sud en appui aux salariés des directions concernées,
- Contribuer à la production des stratégies et outils de campagne de plaidoyer à destination du grand public,
- Prendre part activement aux réunions de la Direction du plaidoyer, et aux dynamiques transversales (méthodologique, thématique...) et participer à des comités de pilotage transversaux.

PROFIL ATTENDU

- Connaissance approfondie des questions de développement – plus spécialement dans leurs aspects macroéconomiques et sur les mécanismes financiers,
- Expérience pratique dans un pays en développement du Sud et / ou de l'Est, ou au sein d'une organisation internationale,
- Expérience professionnelle exigée en matière de plaidoyer et de stratégies d'influence : lobbying auprès des institutions, expérience en matière de campagnes médiatiques et grand public,
- Connaissance des institutions et du milieu associatif français/européen/international,
- Esprit de synthèse et bonnes capacités rédactionnelles, expérience auprès des médias,
- Bonnes qualités d'animation, compétences pédagogiques, bonnes capacités de communication,
- Pratique de l'anglais obligatoire (oral et écrit) et connaissance de l'espagnol souhaitée,
- Maîtrise des outils informatiques,
- Niveau de formation supérieure, niveau Master 1 minimum (économie et finances, sciences politiques...).

Dans le cadre des activités définies ci-dessus, il/elle pourra être amené(e) à effectuer des missions ou intervenir dans des conférences en France et à l'étranger, notamment en soirée ou le week-end.

CONTRAT ET REMUNERATION

Ce poste est basé à Paris au siège de l'association. Il s'agit d'un poste en contrat à durée indéterminée à temps plein sur la base d'un forfait de 205 jours de travail par an.

Rémunération annuelle brute : 36 100 euros (sur 13 mois). Statut cadre. Mutuelle. Titres repas.

Ce poste est à pourvoir au plus tard en octobre 2010.

Des entretiens de recrutement sont prévus fin août, début septembre.

Les candidatures sont à adresser sous la référence **483** dès que possible par courriel uniquement :

candidature@ccfd.asso.fr